	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--


En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Pays Basque
SIRET/SIREN
20006710600019 / 200067106
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
15 avenue Maréchal Foch 64 100 BAYONNE Tél : 05 59 44 72 72 contact@communaute-paysbasque.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jean-René ETCHEGARAY – Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Manon KABS – Chef de projet planification
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
15 avenue Maréchal Foch 64 100 BAYONNE Tél : 05 59 47 54 05 m.kabs@communaute-paysbasque.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme (PLU)
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme (PLU) Guéthary
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 20 février 2020 https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=-1.611474&lat=43.422189&zoom=13&mton=-1.611474&mlat=43.422189
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Guéthary
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Les modifications relatives au règlement écrit concernent en tout ou partie le territoire communal. Les modifications de zonage concernent les bâtis identifiés antérieurs à 1980 (en jaune ci-dessous) ainsi que la parcelle cadastrée section AD n° 39, qui bascule de zone Ncu à Acu (en rouge ci-dessous).</p> 

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Nouvelle aquitaine – approuvé le 27 mars 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT Sud Pays Basque – approuvé le 25 novembre 2005
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Côtiers basques – approuvé le 8 décembre 2015 Plan Local de L'Habitat Pays Basque – approuvé le 2 octobre 2021
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
27 mai 2019
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Régularisation approuvée le 15 juin 2024
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Suite à l'avis de la MRAE, les modifications suivantes ont été apportées au PLU de Guéthary pour son approbation : <ul style="list-style-type: none"> - Ajout des synthèses sur certains paragraphes - Harmonisation des indicateurs - Précisions sur la capacité d'accueil et notamment la station d'épuration

<ul style="list-style-type: none"> - Reprise de l'analyse du potentiel de densification et de mutation et complément sur l'explicitation des secteurs non retenus en densification au regard des contraintes risque, biodiversité... - Complément sur les données fermeture des plages - Précision sur le couvert boisé et forestier - Précisions sur le mode de calcul des besoins en logements - Protection du Baldaretta améliorée par prise en compte d'un recul de 6m minimum pour les constructions et aménagements dans toutes les zones le concernant - Prise en compte du risque érosion littorale dans le cadre du PAC et retrait des possibilités relatives aux commerces - Complément zone de bruit SNCF et RD810 suite à transmission par les services des zones de bruit après arrêt - Précision sur le choix des emplacements réservés stationnement <p>Cette prise en compte n'est pas remise en question par la procédure de modification n°1.</p> <p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>/</p> <p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p> <p>/</p>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification L. 153-36 à L. 153-48 du Code de l'urbanisme				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
Population en 2021 : 1 323				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	140 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	90,29	64,5%	90,29	64,5%
zones 1 AU	0	0%	0	0%
zones 2 AU	0	0%	0	0%
zones A	14,11	10%	14,97	10,7%
zones N	35,6	25,5%	34,74	24,8%

Total	140	100 %	140	100 %
<p>4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).</p> <p><i>Extrait page 11 du PADD :</i></p> <p>CONSOMMATION DE L'ESPACE</p> <p>La consommation foncière dans la période 2005/2018 s'est élevée en moyenne à 18 logements/ha pour une consommation moyenne annuelle de 0.60ha.</p> <p>Dans cette période, ¾ de la production de logements s'est faite en logements collectifs. Le tissu urbain présente toutefois des formes très identitaires avec le secteur de la ville parc, et la physionomie de coulée verte urbaine. Le renouvellement urbain et la reconversion urbaine seront les supports prioritaires du développement.</p> <p>Au regard de l'exiguïté des espaces de développement envisageable, la commune se fixe de ne pas dépasser les 0.60 ha/an jusqu'en 2030.</p> <p>Pour ce qui est du niveau de densification, le recours à une densité différentielle est affirmée du fait de la disparité du territoire et de ses enjeux (patrimoniaux, risque...). Tout au moins, au regard de la densité moyenne effective observée dans les opérations de 18 logements/ha en moyenne, la commune se fixe un objectif moyen minimum d'au moins 20 logements par ha.</p> <p>Aucune consommation d'espace n'est prévue pour l'activité.</p>				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
<p>Evolution du règlement écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modifier les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions (article 11) ; • Adapter ponctuellement les normes de hauteur, en lien avec le SPR (article 10) ; • Renforcer les servitudes de mixité sociale en intégrant l'accession à la propriété maîtrisée et les logements locatifs intermédiaires (article 2) ; • Clarifier le règlement d'urbanisme, dont certaines mentions suscitent des difficultés d'interprétation ou d'application. • Correction d'erreurs matérielles. <p>• Encadrement des démolitions/dénaturations du patrimoine pavillonnaire par l'identification de bâtis (travail conjoint avec l'ABF)</p> <p>Evolution du règlement graphique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prise en compte du jugement n°2000959.2000967 (décision du 30/12/2022) visant le classement en A de la parcelle AD n°39 portée en N sur le PLU <p>Evolution des annexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ajout de l'annexe concernant les OLD (Obligations Légales de Débroussaillage) transmise par les services de l'Etat 				
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>				
Si oui, préciser la localisation et la superficie				
<p>Pas d'ouverture de zone à l'urbanisation. La modification de la règle d'emprise au sol en zone UB engendre des possibilités de construction supplémentaires ; à mettre toutefois en parallèle avec la modification intégrant désormais les piscines dans le calcul de l'emprise au sol (dans toutes les zones U « habitat ») ; celle-ci engendre à l'inverse une baisse des possibilités de construction.</p>				

<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
/
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>La modification de la règle d'emprise au sol en zone UB permet potentiellement d'augmenter la densité des zones concernées ; à mettre toutefois en parallèle avec la modification intégrant désormais les piscines dans le calcul de l'emprise au sol (dans toutes les zones U « habitat ») ; celle-ci engendre à l'inverse une baisse globale des possibilités de densification dans les zones concernées.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
/
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
/
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Seul un passage d'une zone Ncu vers Acu est prévu, sur une surface de 0,86 ha. (Prise en compte d'un jugement)</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Seul un passage d'une zone Ncu vers Acu est prévu, sur une surface de 0,86 ha. (Prise en compte d'un jugement)</p>

<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
<p>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</p> <p>SANS OBJET</p>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée</p> <p>(L. 300-6-1) SANS OBJET</p>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur SANS OBJET</p>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune littorale de la façade Sud Atlantique
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1 site Natura 2000 au titre de la Directive Habitat : « Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz » FR7200776
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	« Place et ses abords (Guéthary) » inscrit le 04/05/1943
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1 ICPE (déchetterie) se trouve sur la commune de Guéthary. https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1&region=75&departement=64&commune=64249

Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La base de données BASOL (BRGM) ne mentionne aucune servitude de ce type sur la commune de Guéthary.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Approuvé en 2014 Totalité de la commune concernée
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- Mairie de Guéthary inscrit le 09/12/1993 - Villa Saraleguinea et villa Thintza inscrit le 30/12/1994 - Eglise paroissiale Saint-Nicolas inscrit le 03/08/2001 - Ancienne Atalaye (Bidart) inscrit le 24/12/1993
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le réseau partenarial des zones humides identifie des zones humides effectives et probables au sein du territoire communal.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réservoirs de biodiversité et corridors liés à la trame verte : - falaises côtières du fait de la présence d'habitats et d'espèces à fort enjeu de conservation ; un corridor écologique y est également identifié - boisements feuillus : le massif boisé à l'Est constitue un ensemble boisé structurant et participe à la fois d'un réservoir de biodiversité (espèces et habitats des milieux boisés feuillus) mais également d'une continuité écologique - les espaces agricoles bocagers forment des continuités écologiques notamment pour la circulation des espèces « ordinaires » - la coulée verte urbaine forme un continuum en pas japonais et/ou en linéaire du fait des parcs et des bandes boisées. Elles assurent ainsi des continuités intéressantes en milieu urbain pour des espèces anthropophiles notamment

			Réservoirs de biodiversité et corridors liés à la trame bleue : - ruisseau du Baldareta qui longe la partie Sud de la commune avec une ripisylve réduite - le thalweg du boisement à l'Est
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 2 : FR720012822 - Milieux Littoraux De Biarritz A La Pointe De Saint-Barbe.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	AQI0107 - Flyschs de la Côte basque
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	12ha95 d'EBC dans le PLU en vigueur
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10ha71 d'éléments de paysage au titre de l'article L.151-19 du CU, dans le PLU en vigueur
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La parcelle cadastrée section AD n° 39, qui bascule de zone Ncu à Acu constitue une coupure d'urbanisation au titre de la Loi Littoral. A noter que les modifications relatives au règlement écrit concernent en tout ou partie le territoire communal et sont donc concernés par les dispositions de la loi littoral.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée

l'article L. 515-15 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas incluse dans Natura 2000.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas incluse dans un site inscrit ou classé.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SPR concerne la totalité du territoire communal.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas incluse dans un périmètre de protection des monuments historique.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) est située sur une zone humide probable (ZHP) issue d'une modélisation à l'échelle nationale réalisée en 2023. <i>Source : réseau partenarial des zones humides</i>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La parcelle cadastrée section AD n° 39, qui bascule de zone Ncu à Acu se trouve au sud d'une continuité écologique des espaces agricoles bocagers.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas incluse dans la ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas incluse dans le site géologique.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas concernée par un EBC ni ne se trouve à proximité.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas concernée par un secteur identifié au titre du L.151-19 ni ne se trouve à proximité.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La parcelle concernée par une modification de zonage (passage de NCu à ACu) n'est pas concernée par un secteur identifié au titre du L.151-23 ni ne se trouve à proximité.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

/

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Septembre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
/

- autre, préciser les modalités			
/			
8. Annexes			
8.1 Annexes obligatoires			
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)		<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).		<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)		<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>		<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant			
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent			
/			
9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Bayonne	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	Carrère	Prénom	Bruno
Qualité	Vice-président Stratégie d'aménagement Durable du Territoire - Planification urbaine, patrimoniale et publicitaire		
Signature			